

surviennent dans les relations économiques entre le Canada et la CEE.

Au départ, la tenue de sommets économiques soulevait le même genre de difficultés. Nous avons d'abord été exclus de ces rencontres, même si nous avions le même poids économique qu'au moins un des autres participants. Le Canada a dû revendiquer son droit et, certaines embûches surmontées, il a finalement eu gain de cause.

Cette démarche ne vous semble peut-être pas inhabituelle étant donné que tout pays doit trouver les moyens de se faire entendre et de veiller à ce qu'on tienne compte de ses intérêts. En cela, vous avez raison. Mais ce problème a continué de marquer nos relations avec l'étranger, et notamment avec les pays d'Europe occidentale. Il s'agit là d'un groupe particulièrement puissant d'États. Certains États, grands et forts, ont tendance à s'occuper de leurs propres intérêts tout en accordant une attention minimale aux intérêts des autres. Mais, ils sont automatiquement conscients des intérêts des États-Unis: on n'est habituellement pas enclin à négliger une superpuissance. Par contre, cette conscience ne s'étend pas aux intérêts canadiens et les États en cause sont parfois portés à supposer - à tort - que tous les Nord-Américains se ressemblent et que les intérêts du Canada, lorsqu'ils se feront jour, ne seront finalement qu'un prolongement des intérêts des États-Unis.

Ce problème, qui est au coeur de notre politique européenne, n'est pas près de disparaître. Au contraire, j'estime qu'il se manifesterà à nouveau et qu'il pourrait même s'aiguïser dans l'avenir. La CEE est sur le point d'élargir une fois de plus sa composition. Quelles que soient les difficultés qu'elle éprouve, elle évolue en direction d'une plus grande unité tant sur le plan de économique que politique. Il s'agit d'un mouvement plein de promesses pour l'avenir et dont les Canadiens se félicitent. Par contre, il nous expose au risque de voir nos amis les plus proches élaborer de plus en plus entre eux sur des questions de première importance des positions communes que nous serons exhortés à accepter ou à soutenir sans avoir été consultés.

Je ne voudrais pas exagérer. Quantité de modes de discussion s'offrent à nous lorsque des problèmes surgissent, et nous avons une longue expérience de la consultation. Le problème reste entier, et le Canada devra pratiquer une diplomatie guidée par des objectifs précis pour veiller à ce que sa voix soit entendue dans la Communauté. Le besoin d'imprimer une direction mûrement réfléchiée et en fonction de buts précis se fait tout aussi sentir dans nos